

Le football étant d'actualité, l'idée me vient d'imaginer une rencontre France-Hongrie. En l'état actuel, je crois bien que même les Hongrois pourraient nous battre, ce qui n'est pas peu dire.

Qu'en serait-il, maintenant, si nous montions une rencontre entre les équipes entraînées par les couples Hollande-Ayrault et Orbán-Matolcsy ? Non ! Jeu stupide qui n'aurait guère de sens, vu la disparité des contextes. Malgré tout, jetons un œil.

J'apprends que le pouvoir d'achat des Français a baissé en un an de 1,2%, record depuis 1984 (1,9%). Certes, voilà qui n'est vraiment pas brillant. Et en Hongrie ? Il a baissé cette année de près de 4% (pour un salaire moyen net de 520 euros). Alors que le taux inférieur de TVA est passé en France (sous un flot de protestations) de 5,5% à 7% (sauf gaz et électricité), il est en Hongrie de 18%, mais de 27% sur le gaz, l'électricité, l'eau et le téléphone (les 18% ne concernant que certains produits alimentaires de base et le chauffage urbain). D'ailleurs, ce taux de 27% est le plus élevé d'Europe (19,6 en France, qui passeront tout au plus à 20,6/21). Pour un salaire brut minimum de 1 400 euros en France contre 300 euros en Hongrie. Sans parler des indemnités de chômage limitées à 3 mois, des pensions d'invalidité sucrées par dizaines de milliers (ramenées en moyenne de 80 000 à 28 000 forints - de 280 à 100 euros par mois). Etc., etc.

Nous pourrions ainsi continuer ce petit jeu. Si j'insiste un peu lourdement, c'est parce que notre ministre de l'Economie nationale György Matolcsy, vient encore de déclarer que la Hongrie est à la pointe de l'Europe, se sortant de la crise alors que les autres y restent empêtrés. Ce que je considère comme une provocation (1). De là ma réaction.

Au-delà de ces chiffres, sur lesquels on pourrait débattre à l'infini (les contextes étant, encore une fois, difficilement comparables (2)), ce qui « m'interpelle », comme l'on dit, est ce dogme sans cesse martelé par Viktor Orbán selon lequel ce n'est pas sur les revenus, mais sur la consommation (produits et services) qu'il convient de taxer la population. Ceci au nom d'un principe d'égalité et de justice.

Un contre-sens. Qui va d'ailleurs contre la tendance générale qui prévaut en Europe. Je sais que le gouvernement Ayrault prépare aux Français une série de nouvelles taxes qui risquent d'être douloureuses. Malgré tout, l'impôt sur le revenu reste réparti en France sur une série de tranches et taux bien affinés, qui ne sera pas remise en question, bien au contraire (tranche non imposable jusqu'à 6 000 euros par an, puis quatre tranches imposées progressivement de 5,5 % à 41%). Réponse d'Orbán : pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ? Une seule tranche pour tous: 16%, point à la ligne ! Résultat : perte annuelle de 500 milliards de forints dans le budget, au profit de 20% de privilégiés (revenus supérieurs qui voient leur impôt diminuer de moitié), 20% se trouvant en situation inchangée (revenus moyens-supérieurs), les 60% restants (revenus moyens -inférieurs) se voyant davantage imposés (dont près des 2/3, 37% de la population totale, vivent en dessous du minimum vital).

Par contre, multiplication à l'infini de taxes sur produits et services les plus divers. 28 en deux ans !

Les deux derniers exemples en sont un impôt dit « sur les transactions » et une taxe sur les communications téléphoniques. Prétendument inspirée de la taxe Tobin, la taxe sur les transaction en trahit l'esprit, vu qu'au lieu de s'attaquer à spéculation, elle s'en prend directement aux ménages et aux entreprises : 0,1% sur tous les mouvements, quels qu'ils soient: virements bancaires, retraits en billetterie, voire règlement des factures à la Poste. Inutile de faire un dessin pour en mesurer les conséquences (renforcement de l'économie souterraine, surcoût de gestion pour les banques). Rentrée prévue : entre 50 et 100 milliards de forints, soit de 5 à 10 fois moins que la perte générée par l'introduction du taux unique sur les revenus. Un autre impôt sera prélevé sur l'ensemble des communications téléphoniques (fixes et mobiles, SMS inclus) qui devrait rapporter entre 30 et 50 milliards de forints. Pour des communications déjà frappées d'une TVA de 27%. Et ainsi de suite. Nous pourrions prolonger la liste, avec des taxes parfois des plus saugrenues.

A la décharge du gouvernement Orbán, son projet de ventiler la TVA en 5 taux au lieu de 2, qui s'échelonnaient de 5% à 30%, plus affiné, donc plus juste. Le hic : Bruxelles l'interdit. Mais pourquoi donc s'obstiner sur le principe d'un taux d'imposition unique sur les revenus. Plus qu'une question de « conception », j'y verrais plutôt le signe d'un entêtement intraitable. Une qualité des grands hommes politiques est de savoir reconnaître par moments leurs erreurs.

Oui, mais.... Orbán est un politique, certes, même fort habile, mais grand ? Je me pose la question...

(1): provocation (ou suffisance aveugle): un art où Matolcsy est passé maître, allant jusqu'à prétendre, lui qui touche plus de 2 millions Ft/mois, que l'on peut fort bien vivre en Hongrie avec 47 000 forints (165 euros).

(2): si l'immobilier est infiniment moins cher en Hongrie qu'en France, les produits alimentaires et services publics n'y sont que légèrement moins chers, les produits manufacturés souvent plus chers, seuls les services privés restant en-deçà des tarifs français.